

Parlement fédéral

Vers davantage de femmes à la tête des entreprises

Cinq jours après la grève féministe, le Conseil des États invite les grandes entreprises à respecter des objectifs de genre

Lise Bailat Berne

Quel est le point commun entre Caran d'Ache et Ikea Suisse? Les cheffes. La première a une présidente, la seconde une directrice. Mais ces entreprises font encore figure d'exceptions en Suisse. Pour encourager une représentation plus équilibrée des sexes dans l'économie, un projet de loi se propose ainsi de fixer des valeurs cibles: au moins 30% de femmes (ou d'hommes) dans les conseils d'administration, et 20% dans les directions. Seules les grandes sociétés cotées en Bourse devront en tenir compte.

Cette idée a donné lieu à un véritable thriller l'an dernier au Conseil national (95 voix pour, 94 contre, 3 abstentions). Mercredi, c'était au Conseil des États d'en débattre. Cinq jours après la grève des femmes, les sénateurs ont fini par suivre, par 27 voix contre 13.

9% dans les directions

À la manœuvre, Anne Seydoux-Christe (PDC/JU). La Jurassienne était déjà de celles qui ont ferrailé pour introduire des contrôles de l'égalité salariale dans les entreprises. Mercredi, elle défendait la fixation de valeurs cibles de genre aussi bien pour les conseils d'administration que pour les directions. Dans les travaux préparatoires, une majorité voulait en effet s'en tenir aux seuls administrateurs. Avec peut-être une explication: les chiffres. C'est en effet dans les directions que les femmes sont les moins représentées. «Selon le rapport Schilling de 2019, les femmes siègent à la direction de moins d'une entreprise sur deux. Après avoir reculé à 7% en 2018, la proportion de femmes dans les directions est passée à 9%, et la proportion de femmes au sein des conseils d'administration a évolué de 19% à 21%», a expliqué Anne Seydoux-Christe. Avec à ses yeux une conclusion: «À ce rythme, il faudra des dizaines d'années pour atteindre la parité! C'est trop lent!»

Andrea Caroni (PLR/AR) lui donne la réplique en poésie: «Les femmes dans l'économie sont importantes, mais c'est une question



La PDC jurassienne Anne Seydoux-Christe a défendu mercredi à Berne l'idée d'une fixation de valeurs cibles de genre dans les conseils d'administration et les directions. KEYSTONE

Salaire: la gauche défaits

La réforme doit par ailleurs ancrer dans la loi les exigences de l'initiative contre les rémunérations abusives. Les sénateurs ne devraient pas faire beaucoup plus que transcrire les dispositions déjà existantes sous forme d'ordonnance. La gauche a été défaite en matière de transparence salariale. Elle a exigé en vain que le rapport de rémunération annuel concernant le conseil d'administration et la direction mentionne les dons aux partis politiques et les noms des

bénéficiaires pour les dons de plus de 10 000 francs.

Pas question de fixer cette exigence uniquement aux entreprises cotées en Bourse, a dit Martin Schmid (PLR/GR). Un contre-projet à l'initiative sur la transparence est en consultation, a renchérit la conseillère fédérale Karin Keller-Sutter. Il faut éviter les contradictions. Par ailleurs, les sénateurs n'ont pas voulu que les sociétés anonymes puissent avantager certains actionnaires par des actions dites «de loyauté». **ATS/Réd.**

Marque Vittel Nestlé continuera à puiser l'eau

Les autorités françaises devraient donner gain de cause en 2020 à Nestlé pour poursuivre l'exploitation d'une nappe souterraine dans les Vosges menacée d'assèchement. Des associations contestaient cette priorité d'usage au motif que cette même ressource alimentait la population locale en eau potable. Les habitants vont être priés de s'approvisionner ailleurs et plus cher. De la «Bonne source» de Vittel et qui est vendue en Suisse, Nestlé Waters, filiale du géant alimentaire, prélève environ 28% de sa capacité et plus de 60% revient aux Vittellois. **AWP**

Il a dit

«Le renchérissement massif de 30% du prix du porc va peser sur les résultats de Bell»

Lorenz Wyss
CEO de Bell Food Group



Smartphones Apple veut se libérer de la Chine

Apple a demandé à ses principaux fournisseurs d'estimer le coût du transfert de 15% à 30% de leurs capacités de production de la Chine vers l'Asie du Sud-Est, dans la perspective de la restructuration de sa chaîne d'approvisionnement, rapporte la publication «Nikkei Asian Review». La requête du groupe s'inscrit dans le contexte de la guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis, mais un accord entre Pékin et Washington ne le conduirait pas à changer de position. Apple juge que sa dépendance vis-à-vis de la Chine, déjà trop importante, augmente encore. **Reuters**

privée. Plutôt la qualité que des quotas d'État», déclame en vers et en allemand l'Appenzellois.

Des rimes qui lui valent les foudres de nombreux collègues. «Ça me fait penser à ces hommes qui offrent des fleurs à leurs femmes lorsqu'ils ont mauvaise conscience», tance Anita Fetz (PS/BS), provoquant un petit rire dans la salle. Nerveux le rire. Cinq jours après la grève des femmes, la mobilisation pèse sur les débats. Géraldine Savary (PS/VD), tout en rappelant que l'on ne parle pas ici de quotas contraignants, ni de sanctions, questionne: «Pouvons-nous penser une seconde que seules 9% des femmes sont capables ou compétentes pour diriger des fleurons de notre économie?»

«Tous concernés»

C'est finalement le président du Parti socialiste, Christian Levrat, qui se met à tonner: «Nous avions il y a quelques jours un demi-million de femmes dans la rue: nos filles, vos épouses. Le moindre que nous puissions faire, c'est de donner le signal que nous les avons entendues!» Il va même plus loin: «C'est quelque chose qui nous concerne tous, hommes ou femmes, qui est décisif pour le vivre-ensemble et la paix sociale dans notre société.»

Beat Rieder (PDC/VS) goûte peu à l'argument: «On n'a pas attendu pour se réveiller. Ce matin, nous avons élu une juge fédérale. Dans la sélection des dossiers, nous nous sommes concentrés uniquement sur la compétence. Qu'est-ce que la commission juridique aurait fait si nous avions eu des valeurs cibles à atteindre? Quel message?» interroge-t-il. Mais une bonne partie des hommes PDC, déterminants dans ce vote comme ils le seront jeudi sur le congé paternité, ont choisi leur camp.

À l'entrée en vigueur de la loi, les conseils d'administration auront cinq ans et les directions dix ans pour atteindre les valeurs cibles, sans que les entreprises concernées devront s'expliquer dans leur rapport de rémunération. Actares, qui soutenait fortement cette révision, a une recette pour y parvenir: «Nous pensons qu'il faudrait que les candidatures féminines soient surreprésentées lors de l'élection d'un nouvel administrateur arrive. Aujourd'hui, les candidatures des femmes et des hommes sont équilibrées. Cela ne suffit pas pour une progression concrète de la représentativité», souligne Roger Saïd, porte-parole de l'association.

Google



Des actionnaires activistes veulent pousser Alphabet, la maison mère de Google créée par Larry Page, à se scinder en plusieurs entités avant d'y être contraint par les autorités. «Les États-Unis et l'Europe sont préoccupés par le pouvoir d'Alphabet au regard des lois contre les monopoles», affirme l'ONG SumOfUs, qui va déposer une motion en ce sens lors de l'assemblée générale d'Alphabet. **Reuters**

La Fed maintient ses taux, ouvre la voie à des baisses

La Banque centrale américaine garde ses taux inchangés mais reste vigilante

La Banque centrale américaine (Fed) a maintenu ses taux directeurs inchangés mercredi, tout en ouvrant la voie à de possibles baisses pouvant atteindre au total jusqu'à 50 points de base d'ici à la fin de l'année, en réponse à un environnement économique de plus en plus incertain et au tassement de l'inflation anticipée. La Fed a dit qu'elle «agirait de manière appropriée pour soutenir» l'expansion de l'économie qui se poursuit depuis près de dix ans.

Près de la moitié des responsables monétaires de la Fed se montrent désormais enclins à baisser les coûts de financement dans les six prochains mois. Même ceux des membres du FOMC (Federal Open Market Committee) qui n'ont pas anticipé de baisse des taux cette année estiment que «les arguments en faveur d'une politique monétaire plus accommodante ont gagné en poids», a observé le président de la Fed, Jerome Powell, lors de la conférence de presse qui a suivi les annonces. Les hypothèses économiques de base restent «favorables», a-t-il ajouté, observant qu'il n'y avait pas trop de soutien en faveur d'une baisse des taux sur-le-champ lors de la réunion.

Toutefois, la Banque centrale aura l'opportunité de prendre connaissance d'un flot de données économiques à court terme pour déterminer si les risques d'une évolution moins favorable ont augmenté, a dit Jerome Powell. «Nous agirons si nécessaire, et même

promptement si cela est approprié, et userons de nos outils pour soutenir l'expansion», a-t-il déclaré.

Si les nouvelles projections économiques montrent que les anticipations des responsables monétaires sur la croissance et l'emploi sont dans l'ensemble inchangées, ils ne s'attendent désormais plus qu'à une inflation de 1,5% cette année contre 1,8% dans les précédentes projections en mars.

«Nous agirons si nécessaire [...] pour soutenir l'expansion»



Jerome Powell
Président de la Banque centrale américaine (Fed)

Cela n'a pas été suffisant pour modifier la médiane des prévisions pour l'objectif de taux des fonds fédéraux au jour le jour, dont le FOMC considère qu'il demeurera dans une fourchette de 2,25% à 2,50% pour le restant de l'année. Ces changements représentent toutefois une inflexion significative de la position de la Fed, ouvrant la voie à un rapide abaissement des taux si l'économie américaine s'affaiblit ou si les tensions commerciales avec la Chine ou avec d'autres pays s'enveniment.

Les futures de taux courts ont bondi après le communiqué de la Fed et les déclarations de Powell, au point que les traders parient de plus en plus sur trois baisses des taux d'ici à la fin de l'année. **ATS**

Argent Les marchés boursiers

Indices boursiers					
INDICE	CLÔTURE	VAR.*	INDICE	CLÔTURE	VAR.*
SPI	12024.03	-0.26%	Stoxx 50	3181.77	+0.02%
SMI	9961.65	-0.27%	Dow Jones	26504.0	+0.15%
CAC 40	5518.45	+0.16%	Nasdaq	7987.32	+0.42%
FT 100	7403.54	-0.53%	Nikkei	21333.87	+1.72%
Xetra DAX	12308.53	-0.19%	Shanghai comp.	3056.05	+0.96%
Euro Stoxx 50	3454.7	+0.05%	Bovespa	100303.41	+0.90%

SMI (Swiss Market Index)					
TITRE	CLÔTURE	VAR.*	TITRE	CLÔTURE	VAR.*
ABB N	19.25	+0.3 -13.9	Richemont N	81.64	+0.3 -7.0
Adco N	58.94	+0.2 -0.7	Rocbe BJ	279.—	+0.1 +28.9
Alcon N	58.46	-0.5 —	SGSN	2571.—	-1.3 -0.1
CS Group N	11.82	+1.2 -22.4	Sika N	162.80	-0.3 +19.5
Geberit N	463.—	-0.7 +7.5	Swatch Group P	266.60	+0.8 -43.9
Givaudan N	2786.—	-1.6 +25.9	Swiss Life N	477.70	0.0 +40.3
LafargeHolcim N	49.22	+0.7 -2.1	Swiss Re N	99.86	+0.1 +14.9
Lonza Group N	334.70	-0.1 +23.6	Swisscom N	495.—	-0.3 +12.9
Nestlé N	101.08	-1.1 +35.4	UBSN	11.77	+0.9 -23.1
Novartis N	90.96	-0.5 +35.0	Zurich Ins. N	339.90	-0.4 +15.1

Valeurs romandes importantes					
TITRE	CLÔTURE	VAR.*	TITRE	CLÔTURE	VAR.*
Addex	1.60	-1.2 -45.2	Kudelski	6.11	+2.2 -38.9
Aevis	13.30	+0.4 +8.3	Lem	1334.—	-1.8 -15.4
APGSGA	250.—	-0.6 -34.4	Logitech	38.09	-0.1 -13.8
BCGE	199.—	+0.5 +6.4	Pargesa	75.95	+0.4 -11.7
BCV	763.—	+0.8 +3.1	RomandeEnergie	1220.—	-0.8 +2.5
Bobst	70.—	+2.2 -33.3	Swissquote	39.30	+0.4 -31.1
Co.Fin.Tradition	102.—	+1.5 -3.8	Temenos	177.55	-0.3 +20.4
EdmondRothschild	15500.—	+0.6 -7.2	VaudoiseAssur.	499.—	-0.2 -5.1
GroupeMinoteries	356.—	+1.7 -8.7	Vetropack	2095.—	+0.7 +0.7

Métaux précieux				Monnaies (Billets)			
ACHAT	VENTE	ACHAT	VENTE	ACHAT		VENTE	
Or	42847—	43347—	1343.40	1344.20	Euro	1.0970	1.1590
Ag	472.70	487.70	14.95	15.—	Dollar US	0.9720	1.0440
Vreneli		246.—	276.—		Livre Sterling	1.2110	1.3150
Pétrole				Dollar Canadien			
Mazout 100l. à 15° (prix indicatif)		91	90.3	100 Yens	0.7280	0.7800	
Essence Litre (s/b 95)		1.68	1.71	100 Cour. suéd.	10.1400	11.0200	
Brent Bruten USD par baril		60.90	61.33	100 Cour. norvég.	11.0600	11.9400	
				100 Cour. dan.	14.5500	15.6500	

Retrouvez la Bourse en direct sur www.24heures.ch/bourse

